



Atouts et défis des Hauts-de-France

La structure d'activité des entreprises régionales freine la création de richesse

Entre 2008 et 2014, le chiffre d'affaires des entreprises régionales des Hauts-de-France se réduit de 12 % et décroche de l'évolution provinciale. La valeur ajoutée qu'elles dégagent s'est par ailleurs repliée (- 8 %) freinée par la structure d'activité régionale, moins orientée que la moyenne de province vers les activités à forte valeur ajoutée. Le recul de cette richesse dégagée par les entreprises régionales se répercute sur leur rentabilité plutôt que sur l'emploi et l'investissement. Pour autant, leur structure financière globale reste saine, dans la moyenne de province.

Arnaud Bourdon, Jean-Marc Mierlot, Insee

En 2013, le secteur marchand non agricole regroupe 235 000 entreprises dans les Hauts-de-France et fournit plus d'un million d'emplois en équivalents-temps plein (ETP).

La moitié de ces effectifs salariés relève d'entreprises dites régionales, c'est-à-dire qui concentrent au moins 80 % de leur personnel dans la région (*méthodologie*). Ces entreprises régionales représentent 97 % de l'ensemble des entreprises implantées dans la région (*figure 1*). Il s'agit pour l'essentiel de micro-entreprises et de PME. Mesurer leur capacité à créer de la valeur ajoutée, à investir, à exporter, etc apporte une connaissance de leur état de santé et plus largement du tissu productif régional.

Un chiffre d'affaires en repli

Les recettes constituent un premier indicateur. Elles sont principalement issues des ventes ou prestations de services qu'effectuent les entreprises

régionales. En 2014, leur chiffre d'affaires dans les Hauts-de-France s'établit à 166 milliards d'euros.

Après un pic d'activité en 2011 et 2012 (184 milliards d'euros), leur volume d'affaires a fléchi jusqu'à descendre en 2014 au-dessous du seuil atteint au sortir de la crise économique en 2009 (169 milliards d'euros).

L'évolution de leur chiffre d'affaires s'éloigne un peu plus chaque année de la tendance moyenne observée dans les

autres régions de province (*figure 2*). Ainsi, entre 2008 et 2014, le chiffre d'affaires des entreprises régionales des Hauts-de-France s'est réduit de 12 %, alors qu'il n'a diminué que de 2 % en moyenne en province. Durant cette période d'après crise, de grands secteurs bien présents dans l'économie régionale ont en effet vu leur chiffre d'affaires reculer : la métallurgie (- 49 %), la fabrication de matériel de transport (- 34 %), l'industrie agroalimentaire (- 21 %), la construction (- 9 %) et le commerce (- 6 %).

1 Les PME et micro-entreprises concentrent 80 % des salariés des entreprises régionales

Répartition des entreprises régionales dans les Hauts-de-France par catégorie d'entreprises en 2013

Catégorie d'entreprises	Nombre d'entreprises régionales	Effectif régional des entreprises régionales
Micro-entreprises	218 805	163 551
Petites et moyennes entreprises	9 628	250 624
Entreprises de taille intermédiaire	206	85 581
Grandes entreprises	2	8 102
Total	228 641	507 858

Source : Insee, Esane, Clap, Lifi

Les exportations également en perte de vitesse

Tout comme le chiffre d'affaires, le volume des exportations a progressé entre 2009 et 2012 mais s'est ensuite réduit, retrouvant en 2014 son niveau de 2009. Durant toute cette période, le volume des exportations des entreprises régionales a ainsi stagné dans les Hauts-de-France alors qu'il a progressé de 26 % en province.

Bien que porté par des secteurs industriels présents sur des marchés fortement tournés à l'exportation (industrie agroalimentaire, métallurgie ou encore industrie chimique), le taux d'exportation moyen des entreprises régionales plafonne à 14 %. Il est rattrapé en 2014 par celui mesuré en France de province (figure 3).

Ce taux représente de surcroît une ouverture modeste pour une région frontalière. À titre de comparaison, 19 % du chiffre d'affaires des entreprises régionales de Grand Est est réalisé à l'étranger, 16 % en Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté, ou encore 22 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans les Hauts-de-France, la métallurgie et la fabrication de matériel de transport sont les principaux grands secteurs d'activité qui incarnent ces difficultés à l'international, leurs exportations ayant baissé respectivement de 37 % et 36 % entre 2009 et 2014.

Un ajustement par les consommations intermédiaires

Le chiffre d'affaires témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante des entreprises, mais il ne permet pas d'approcher la richesse économique qu'elles créent.

Pour déterminer cette valeur ajoutée réellement produite par les entreprises régionales, il convient de soustraire de leur chiffre d'affaires la valeur des biens et services qu'elles consomment ou transforment durant leur cycle de production. En effet, ces dépenses, appelées consommations intermédiaires, constituent une valeur déjà produite par d'autres entreprises.

Ces consommations intermédiaires représentent en moyenne l'équivalent de trois quarts du chiffre d'affaires des entreprises régionales. Lorsque celui-ci

diminue, les consommations intermédiaires se réduisent dans des proportions similaires. Ainsi, entre 2008 et 2014, la baisse de 12 % du chiffre d'affaires des entreprises régionales s'est accompagnée d'une réduction de plus de 13 % de leurs consommations intermédiaires.

Ainsi, la baisse globale de chiffre d'affaires ne s'est pas répercutée dans les mêmes proportions sur la richesse économique produite. Du fait de l'absorption d'une partie de la baisse des recettes par une baisse proportionnellement plus importante des consommations intermédiaires, la valeur ajoutée des entreprises régionales ne baisse finalement que de 8 % entre 2008 et 2014.

La structure d'activité entraîne une création de valeur ajoutée moins élevée qu'en province

Si la baisse de chiffre d'affaires des entreprises régionales entraîne logiquement une réduction de leur valeur ajoutée, elle est aussi liée à la nature du tissu productif régional.

En effet, en 2014, le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises régionales des Hauts-de-France représente 11 % du total de France de province et 10 % de la valeur ajoutée. Leur taux de valeur ajoutée moyen s'élève à 24 %, soit deux points de moins qu'en province. Un ETP produit par ailleurs en moyenne 68 000 euros de valeur ajoutée dans les Hauts-de-France contre 69 300 euros en province.

Ces écarts trouvent en partie leur explication dans la structure d'activité régionale, qui demeure plus tournée vers le secteur secondaire (figure 4). Comparé à la province, les entreprises régionales des Hauts-de-France se caractérisent ainsi par une moindre présence d'entreprises à haute valeur ajoutée, par exemple les activités d'information et de communication.

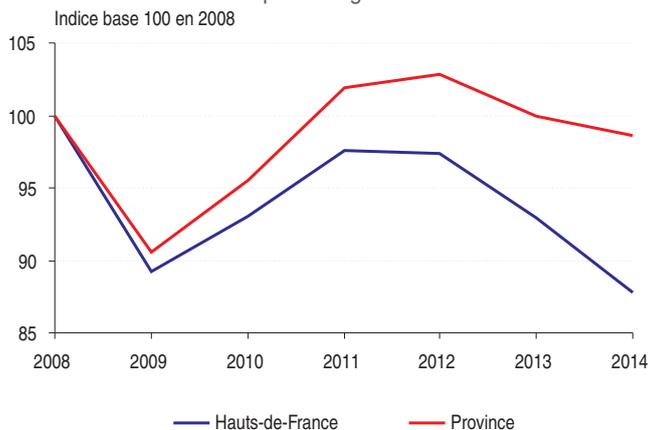
Ainsi, à productivité apparente du travail égale, la richesse économique créée en 2014 par les entreprises régionales est inférieure de 4,4 % à ce qu'elle serait si la structure d'activité des Hauts-de-France était strictement identique à celle de la province.

La préservation de l'emploi et de l'investissement affaiblit le résultat net

La valeur ajoutée est une richesse qui permet à l'entreprise de rémunérer les différents acteurs et facteurs intervenant dans la production (rémunération des salariés, prêteurs, apporteurs de fonds propres, financement de l'investissement, etc.). Dans les Hauts-de-France, le partage d'une valeur ajoutée plus faible que la moyenne impose des arbitrages.

2 Le chiffre d'affaires des entreprises régionales décroche de la moyenne de province

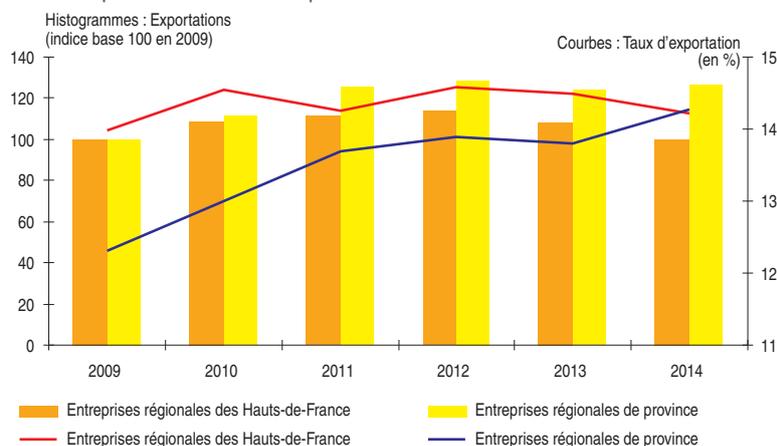
Évolution du chiffre d'affaires des entreprises régionales entre 2008 et 2014



Source : Insee, FARE.

3 Le chiffre d'affaires à l'export se réduit depuis 2012

Évolution des exportations et de leur part dans le chiffre d'affaires entre 2009 et 2014



Note de lecture : entre 2009 et 2010, les exportations des entreprises régionales des Hauts-de-France progressent de 9 %. En 2009, les exportations représentent 14 % de leur chiffre d'affaires total.

Source : Insee, FARE et Clap.

La priorité des entreprises régionales concerne la préservation de l'emploi. Par rapport à la province, une part plus importante de la valeur ajoutée qu'elles dégagent est consacrée aux charges de personnel (76,4 % vs 75,0 % en 2014). Ainsi, malgré la baisse de 8 % de la valeur ajoutée entre 2008 et 2014, la masse salariale a été réduite de seulement 3 % durant cette période.

Les entreprises régionales des Hauts-de-France s'efforcent également de soutenir la pérennité de l'outil de production. Bien que leur excédent brut d'exploitation (EBE) ne s'élève en 2004 qu'à 5,4 % de leur chiffre d'affaires (6,3 % en province), l'investissement n'est pas sacrifié et représente en moyenne 19 % de leur valeur ajoutée (17,6 % en province) (figure 5).

Finalement, les efforts consentis pour préserver l'emploi et l'investissement se répercutent sur le résultat net, en l'occurrence un excédent modeste. En diminution depuis 2011, il s'élève en 2014 à 3,6 milliards d'euros, soit 2,2 % du chiffre

d'affaires (3,4 % en province), ce qui situe leur rentabilité financière au dernier rang des régions (7 % vs 11 % en moyenne).

Une structure financière globalement similaire à la moyenne de province

La diminution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et du résultat net des entreprises régionales des Hauts-de-France délivre une information conjoncturelle sur leur activité, mais ne reflète pas leur capacité à résister aux aléas économiques. Celle-ci s'évalue au regard de la solidité de leur structure financière, qui s'avère globalement aussi saine qu'en province.

Aussi bien dans la région que dans le reste du pays, les turbulences économiques de la crise de 2008 ont eu pour principal effet de réduire la contribution du secteur bancaire en termes d'emprunt, ce qui a incité les entreprises régionales à compenser par un renforcement de leurs capitaux propres entre 2009 et 2011 (figure 6).

La frilosité des banques a cependant été de courte durée. Descendu en moyenne à

moins de 27 % du total de bilan en 2010, le niveau de dettes financières s'est rapidement redressé, atteignant 30 % en 2014, soit un niveau proche de la province. Depuis 2012, la part moyenne des capitaux propres dans le total de bilan se lisse sur celle de la province, offrant une autonomie financière quasi identique (36 %).

Enfin, le cycle d'exploitation des entreprises est rythmé par les encaissements (recettes) et décaissements (dépenses), ce qui requiert la maîtrise des besoins liés aux décalages entre ces flux de trésorerie. Entre 2009 et 2014, les entreprises régionales des Hauts-de-France maintiennent un besoin en fonds de roulement (BFR) un peu moins élevé : 38 jours de chiffre d'affaires en 2014, soit 2 de moins qu'en province. ■

Méthodologie

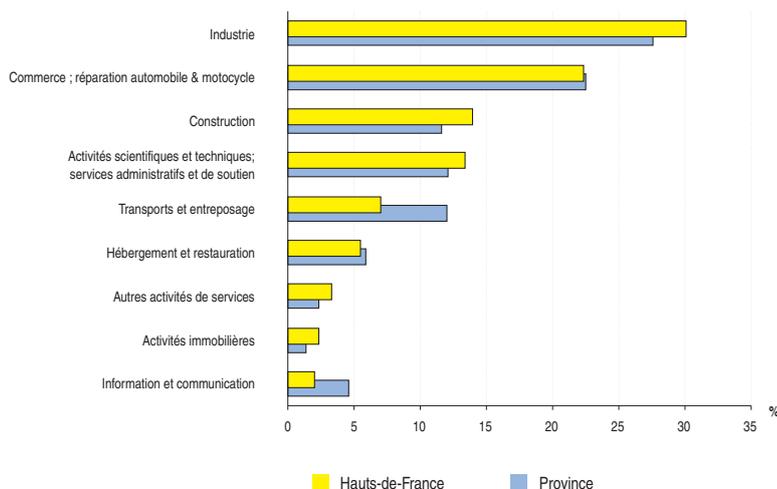
Une entreprise n'est pas toujours localisée à un endroit unique. C'est la localisation de ses établissements qui permet de déterminer si elle a une activité dans la région étudiée. Ainsi, une entreprise est dite régionale lorsque 80 % ou plus de ses salariés sont employés dans la région. À titre d'exemple, Auchan, dont le siège social se situe dans la région, n'est pas considéré comme une entreprise régionale car ses effectifs employés dans les Hauts-de-France ne constituent qu'une faible part de son effectif global.

Ce procédé est un compromis entre une sélection rigoureuse des entreprises complètement régionales (les mono-régionales), qui restreint fortement le champ d'étude, et une sélection plus élargie (les quasi monorégionales), qui fait perdre une plus grande partie de la spécificité régionale des entreprises.

Cette méthode garantit la robustesse des indicateurs économiques. En effet, plus de 95 % des effectifs des entreprises régionales se trouvent en moyenne dans la région étudiée. La contrepartie est que ces entreprises n'emploient environ que la moitié des salariés du secteur marchand.

4 Une surreprésentation de l'emploi dans le secteur secondaire

Répartition de l'emploi par secteur d'activité (A17) en 2014



Source : Insee, FARE et Clap.

5 Les activités immobilières soutiennent près du tiers de l'investissement

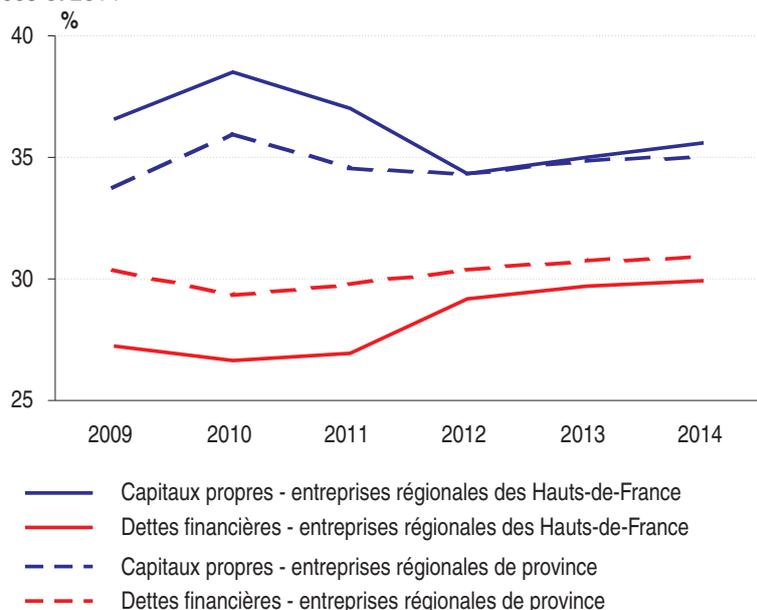
Montant et part des investissements en 2014

	Investissements bruts corporels dans les entreprises régionales (en millions d'euros)	Part du secteur dans l'investissement (en %)		Taux d'investissement (en %)	
		Hauts-de-France	Province	Hauts-de-France	Province
Industrie	1 946	25,5	29,4	15,7	17,2
dont industrie manufacturière	1 551	20,3	21,6	13,5	13,7
Construction	286	3,7	6,2	5,6	8,2
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	909	11,9	12,4	10,2	9,7
Transports et entreposage	353	4,6	8,5	16,4	26,4
Hébergement et restauration	185	2,4	5,1	12,4	17,1
Information et communication	181	2,4	1,0	18,8	6,8
Activités immobilières	2 434	31,9	25,7	81,9	83,3
Activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien	1 203	15,8	9,5	23,1	13,0
Autres activités de services	142	1,9	2,3	14,3	14,9
Ensemble	7 640	100,0	100,0	19,0	17,6

Source : Insee, FARE et Clap.

6 Depuis 2012, la structure financière des entreprises régionales se calque sur celle de la province

Évolution de la part des capitaux propres et des dettes financières dans le total de bilan entre 2009 et 2014



Note de lecture : en 2014, le passif des entreprises régionales des Hauts-de-France est, en moyenne, constitué à hauteur de 36 % par leurs capitaux propres et à hauteur de 30 % par leurs dettes financières. Les 34 % restants comprennent des provisions pour risques et charges, dettes fournisseurs, fiscales, sociales et autres.

Source : Insee, FARE et Clap.

Sources

Le Fare est un fichier individuel de données comptables issues des liasses fiscales. Il est enrichi d'un effectif équivalent temps plein et de variables issues du répertoire statistique caractérisant les entreprises. Il est produit depuis 2008, mais véritablement stabilisé à partir de 2009. Son champ en 2008 et 2009 est celui des sociétés et entreprises individuelles non financières mais avec les exploitations forestières et les auxiliaires financiers et d'assurances (NAF 66). Le Fare a été étendu aux auto-entrepreneurs ainsi qu'aux holdings (6420Z) en 2010.

Définitions

La **valeur ajoutée** exprime la richesse qu'une entreprise crée du fait de son activité courante. Elle est égale à la valeur de sa production diminuée de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production). Le **taux de valeur ajoutée** mesure la capacité à créer de la valeur pour 100 euros de chiffre d'affaires.

La **productivité apparente du travail** (valeur ajoutée / nombre d'emplois en équivalents-temps-plein) mesure la quantité de richesse produite par unité de travail. On parle de productivité apparente pour rappeler qu'elle dépend aussi de l'utilisation du capital.

La **part des frais de personnel** mesure la part de la richesse qui revient aux salariés.

L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Le taux de marge rapporte l'EBE à la valeur ajoutée produite par l'entreprise. Il mesure la part de la richesse qui revient à l'entreprise.

La **rentabilité économique** se mesure en rapportant l'EBE au capital d'exploitation de l'entreprise. Elle mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs au travers du processus d'exploitation. Le taux de rentabilité économique indique à la fois le dynamisme commercial et la qualité de l'organisation de l'entreprise mais ne prend pas en compte sa situation financière.

La **rentabilité financière** mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires et associés à dégager un certain niveau de profit. La rentabilité financière se mesure en rapportant le résultat net comptable aux capitaux propres.

L'**autonomie financière** mesure la place des capitaux propres dans le total du bilan. Un taux élevé amène de la sécurité aux finances de l'entreprise. Le **taux d'endettement** mesure le niveau de la dette d'une entreprise par rapport à ses fonds propres.

L'**investissement**, ou formation brute de capital fixe (FBCF), est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs corporels ou incorporels. Les investissements corporels comprennent notamment les terrains, bâtiments, machines et matériels de transport. Les investissements incorporels sont surtout les brevets et licences, les marques déposées, les logiciels et les fonds commerciaux. Le **taux d'investissement** mesure la part de la richesse produite consacrée à l'investissement.

Les **exportations** représentent l'ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit. Le **taux d'exportation** mesure la part que représentent les ventes exportées dans le chiffre d'affaires.

Le **besoin en fonds de roulement (BFR)** représente le montant qu'une entreprise doit financer afin de couvrir le besoin résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements (dépenses) et aux encaissements (recettes) liés à son activité

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier

Référent étude qualité :
Sébastien Terra

ISSN 2493-1292
ISSN en ligne 2492-4253
© Insee 2017

Crédits photos :
© Laurent Ghesquière
© Anaïs Gadeau

Pour en savoir plus

- Cuchère E., Terra S., « Une région jeune qui dispose d'un potentiel pour faire face à ses défis », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 46, mars 2017.
- Mierlot J.M., Tassart C., « Près d'un salarié sur deux des services à haute valeur ajoutée travaille dans la métropole lilloise », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 57, août 2017.

